

Des Républicains très technos ?

La frilosité de  
Valérie Pécresse

**REINDUSTRIALISATION  
LE RENDEZ-VOUS  
MANQUÉ DE LA DROITE**

Où est passée la droite Pompidolienne ?  
Celle qui faisait de l'industrie  
un impératif absolu.



**L'ÉVÈNEMENT**  
MAGAZINE

Si l'industrie est bien un impératif : alors il faut mettre le paquet. Ce ne semble pas être pourtant au programme des *Républicains*.

Cela a échappé à nombre de commentateurs. Lors du débat organisé par LCI, le 20 mars dernier, entre Valérie Pécresse et Éric Zemmour, (qui, au passage, ont fait le jeu de Macron en s'écharpant tels des chiffonniers), la candidate des LR a écarté d'un revers de la main le bien-fondé de la proposition du président du mouvement «*Reconquête*» consistant à vouloir baisser de 30 milliards les impôts de production, se bornant à proposer une réduction de 10 milliards (elle n'en proposait que 3 milliards il y a encore un mois), en expliquant qu'une telle réduction n'aurait pour seul effet que de contribuer à alourdir un peu plus notre endettement public déjà abyssal. Sauf que cette disposition, telle que vantée par Éric Zemmour, reste d'un intérêt vital immédiat si l'on veut, comme c'est affiché partout, réindustrialiser à marche forcée notre pays, qui est devenu celui qui en Europe détient désormais le plus faible taux d'industrialisation (10% du PIB contre 22% en Suisse ou en Allemagne).

L'urgence est donc criante d'autant que notre déficit commercial extérieur dépasse les 80 milliards d'euros. Une mesure prioritaire qui n'est donc pas à écarter avec autant de légèreté comme a cru bon de le faire la candidate dite de droite, ou du centre. Qui plus est, c'est un signal très négatif adressé au monde entrepreneurial. D'autant plus qu'au plan économique, l'Institut économique Molinari vient, dans une étude récente et documentée, démontrer qu'une telle mesure de baisse des impôts de production aurait un effet d'électrochoc immédiat sur l'ensemble de notre appareil de production., estimant même que le manque à gagner fiscal pour les finances publiques serait quasi nul. L'IEM prend en compte les augmentations de recettes (TVA, IS, charges sociales...) liées

aux investissements qu'apporterait à notre appareil industriel une telle bouffée d'air. L'Institut économique Molinari (IEM) chiffre les effets d'entraînement gagnants-gagnants à 156 milliards d'euros de chiffre d'affaires en plus et 12 milliards d'excédents nets pour les entreprises. Au bout de deux ans seulement, la baisse serait compensée par l'augmentation du rendement des cotisations sociales (plus 17 milliards), de l'impôt sur les sociétés (plus 7 milliards d'euros), de l'impôt sur le revenu (plus 2 milliards), de la TVA (un milliard) et la baisse des impôts liés au chômage (plus 11 milliards). Bizarrement, tout cela ne semble pas avoir été pris en compte par l'équipe Pécresse qui du coup

**L'urgence de la baisse de des impôts de production est donc criante d'autant que notre déficit commercial extérieur dépasse les 80 milliards d'euros.**

se retrouve en porte à faux avec sa base économique. Nos chefs d'entreprises sont certes formidables, mais encore faut-il qu'on les mette à égalité de conditions avec leurs challengers allemands qui en l'occurrence payent 50 milliards d'euros d'impôts de production de moins que leurs homologues tricolores. C'est donc un vrai contresens économique et politique de la part de Valérie Pécresse et de la droite dit de gouvernement, de ne pas s'attaquer directement à ce boulet des impôts de production comme le fait de son côté Éric Zemmour. Et cela d'autant plus que c'est cette incapacité à s'attaquer aux problèmes structurels de notre compétitivité que l'on reproche, depuis plusieurs décennies, précisément à cette droite dite gestionnaire mais de fait plutôt technocratique. On se souvient que Nicolas Sarkozy n'a pas pu, comme il le souhaitait, mettre fin à l'ISF (impôt ruineux pour notre pays), faute de l'appui de sa majorité. Dans ces conditions, faut-il s'étonner que la France industrielle soit tentée de se tourner vers Éric Zemmour (qui veut créer, avec l'épargne des Français, un fonds souverain), Marine Le Pen, voire Emmanuel Macron ?

**Robert Lafont**